

# Comment profiter de nos richesses

Le bureau du PNUD en Mauritanie a organisé à Nouadhibou, du 19 au 20 novembre, un atelier consacré à la vie économique du pays (Mines, Industrie, pêche, pétrole...). Des personnalités politiques de tous bords et des opérateurs économiques de premier rang y avaient pris part. Les débats, d'un très bon niveau, furent responsables et francs.

Tout au long de cette année 2004, le bureau du PNUD à Nouakchott a pris l'initiative d'organiser, dans différentes villes du pays, des ateliers sur des thèmes variés qui touchent tous les aspects de la vie.

Objectif: renforcer le dialogue pour la réalisation de ses objectifs du millénaire pour le développement (OMD). L'atelier de Nouadhibou s'inscrit donc dans le cadre de cette démarche qui commence à attirer de plus en plus de gens de la société civile, des politiques et des opérateurs économiques. En effet, ce dernier atelier, consacré aux politiques sectorielles et aux perspectives pour la réalisation des OMD en Mauritanie, a vu la participation de deux présidents de partis (Mohamed Ould Mouloud de l'UFP, et Ch'bih du FP), d'un grand nombre d'hommes d'affaires et d'un bon paquet d'anciens ministres...

Les participants à ce séminaire ont pu suivre deux communications. La première, présentée par l'ancien ministre, Mohamed El Moktar Ould Zamel, avait pour thème "l'intégration du secteur minier, vers une stratégie d'industrialisation". La seconde, présentée par Dr Ahmed Mahmoud Cherif (consultant et ancien directeur de la pêche), avait pour thème "le secteur de la pêche, bilan et perspectives à l'horizon 2015". Après cela, la parole a été donnée aux participants qui ont eu, chacun, le droit à trois minutes pour intervenir sur l'un des deux sujets, pêche ou industrie.

Au niveau du secteur des mines, on a assisté à un "lynchage" public de la société nationale de l'industrie et des mines (SNIM). Plusieurs intervenants se sont succédés au parloir pour critiquer la non intégration de cette société dans l'économie nationale, le peu d'impact qu'elle a désormais sur la vie des citoyens et le caractère précaire des conditions de ses travailleurs, sous payés et mal soignés. Les réponses à ces reproches faites par la deuxième personnalité de la SNIM, présente à l'atelier, n'étaient pas du tout convaincantes.

Toujours dans le cadre de ce premier thème, il y a eu l'intervention de l'homme d'affaires Ahmed Ould Hamza et du président de fédération nationale de l'Industrie, Lafdal Ould Bettah. Loin de la langue de bois, les deux hommes ont posé les problèmes dont souffre le secteur de l'industrie

en Mauritanie. Selon Ould Hamza, qui était le premier à intervenir dans le débat, le secteur connaît une anarchie totale et fait face à d'énormes problèmes dont la précarité des relations avec l'administration, l'absence de code incitatif, de débouchés pour les produits mauritaniens surtout après notre sortie de la CEDEAO, la cherté du crédit, la fiscalité, la difficulté de trouver les devises, l'eau, l'électricité, les techniciens... Lafdal Ould Bettah est allé aussi dans le même sens. Il a souligné l'absence de banques d'investissement qui distribuent le crédit aux industriels à des taux incitatifs (1 à 3% d'intérêt) comme c'est le cas dans différents pays de la sous région, tout comme il a attiré l'attention sur le fait que le code d'investissement mauritanien, pourtant élaboré par un bureau d'études américain, n'est qu'une copie du code ivoirien moins les avantages qu'offre celui-ci aux opérateurs. Concernant la problématique des devises, le président de la fédération de l'industrie a expliqué que le pays a suffisamment de devises pour couvrir ses besoins vitaux, pourvu tout simplement qu'elles soient bien distribuées sur des bases transparentes et rationnelles. Dans le même sens est allé le secrétaire général du patronat qui a appelé à la naissance de l'entreprise citoyenne qui paie ses impôts et contribue au développement du pays.

Par rapport au deuxième sujet, la pêche, les intervenants ont mis en garde contre les dangers de la surexploitation du poisson, surtout le poulpe, et ont parlé de la nécessité de réduire l'effort de pêche. Le secrétaire général de la fédération des pêches a mis l'accent sur les conséquences néfastes de l'accord de pêche avec l'Union européenne. D'autres intervenants ont souligné l'importance du développement de la pêche artisanale qui emploie le plus grand nombre de personnes dans le secteur, et dont la promotion ne requiert que des moyens à la portée du pays. L'autre aspect soulevé par les intervenants -notamment un responsable de la CGTM - à ce sujet est le désordre qui règne dans les conditions d'embarquement des

marins qui, parfois, a-t-il dit, sont obligés de payer des sommes colossales (400 mille ouguiyas) pour se faire engager sur un bateau.

## Le pétrole, un atout et un danger

L'autre volet du séminaire organisé par le PNUD à Nouadhibou est la table ronde sur l'exploitation du pétrole. Les participants ont pu débattre, avec une grande liberté de ton, les fruits que peut récolter la Mauritanie de la découverte et de l'exploitation du pétrole et des dangers que cette découverte fait courir au pays. Certains étaient pessimistes, d'autres plutôt optimistes, mais tout le monde était d'accord sur la nécessité d'ouvrir un grand débat national sur la question pour congédier les risques d'instabilité inhérents à l'exploitation de cette richesse. Les organisateurs avaient auparavant distribué une note comparative des résultats de l'exploitation du pétrole au Nigéria et en Norvège. Dans le premier pays où le PIB par tête d'habitant est de 900 dollars par an, le pétrole a été une véritable malédiction. Chez le second, où le PIB est estimé à 37.800 dollars par an, cette ressource a apporté le bien-être et le développement. La Mauritanie qui s'apprete à produire le pétrole doit méditer ces deux exemples.

C'est là la conclusion à laquelle est parvenue la table de ronde de Nouadhibou. Espérons que la leçon sera retenue et bien comprise.

En attendant de voir les retombées de l'exploitation du pétrole en Mauritanie, signalons tout de même que les débats organisés par le PNUD le long de cette année et auxquels avaient participé tous les acteurs de la vie économique, politique et sociale du pays, ont tous été marqués par la sérénité et le respect et ont démontré que le dialogue est utile et qu'il est surtout possible.

BEN ABDELLA